

EXPOSITION

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DES HAUTS-DE-SEINE

ZONE B


Nanterre et La Défense
1950 - 1980


18 sept. 2017 - 29 juin 2018

PARIS
LA
DÉFENSE



hauts-de-seine
LE DÉPARTEMENT

 @ADhautsdeseine

 /Archives.hautsdeseine

archives.hauts-de-seine.fr

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DES HAUTS-DE-SEINE

ZONE B

Nanterre et La Défense
1950 - 1980

18 sept. 2017 - 29 juin 2018

D'histoire et d'urbanisme

Les Archives départementales des Hauts-de-Seine retracent l'évolution de La Défense. Après l'exposition « Tours et détours », centrée sur le développement du quartier d'affaires, elles évoquent aujourd'hui son prolongement sur la commune de Nanterre.

L'histoire de cette « zone B », délimitée par un découpage de 1956, épouse celle du territoire : d'abord rural, puis lieu de villégiature prisé des Parisiens du XIX^e siècle, avant l'industrialisation et le développement d'importants bidonvilles sur son sol.

Tandis que les premières tours de bureaux sortent de terre en 1966/1967 dans la zone A – le quartier d'affaires –, la zone B compose avec des réalisations opportunistes et sans vision d'ensemble. Pourtant, ce secteur, au-delà des besoins urgents de logements, attire des projets prestigieux : l'annexe de la Sorbonne, le musée du XX^e siècle doté de quatre écoles d'art, le ministère de l'Éducation nationale...

Si la plupart d'entre eux sont finalement abandonnés, maquettes, plans et photographies témoignent des propositions des architectes et urbanistes entre la fin des années 1960 et les années 1970 qui imaginent cette banlieue.

Avec cette exposition, inscrite dans la vallée de la culture des Hauts-de-Seine, je vous invite à découvrir la naissance de ce quartier devenu aujourd'hui le cœur administratif du territoire, avec la préfecture et l'Hôtel du Département.

Patrick Devedjian

Président du Département
des Hauts-de-Seine

LES BIDONVILLES

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la France en pleine reconstruction a besoin de main-d'œuvre, elle fait alors appel aux travailleurs immigrés : Italiens, Portugais, puis Marocains et « Français musulmans d'Algérie » forment cette main-d'œuvre providentielle et bon marché. Il s'agit la plupart du temps d'hommes seuls, qui pour se loger n'ont d'autre solution que de s'installer dans des hôtels (des « garnis »). Rapidement la saturation de ces meublés conduit les propriétaires de ces cafés-hôtels à devenir « marchand de sommeil » en louant des cabanes, s'ensuit dans les terrains vagues environnants le début de la construction de baraques.

À Nanterre, dès 1953, plus de 2 000 Algériens, Marocains et Tunisiens s'installent dans les bidonvilles qui vont alors constituer ceux du Petit-Nanterre à la limite de Colombes, ainsi que celui de La Folie. La guerre en Algérie provoque l'arrivée des femmes et enfants, qui rejoignent le chef de famille dans la métropole. À chaque arrivée, on édifie une baraque supplémentaire, ainsi s'étendent les bidonvilles.

On estime qu'en 1960 plus de 14 000 personnes vivent dans des habitats précaires à Nanterre, dont sept bidonvilles sur le territoire de l'EPAD. Le plus important est celui de La Folie, qui occupe 21 hectares, à l'adresse du 127 rue de la Garenne.

Très rapidement la résorption des bidonvilles devient une préoccupation des pouvoirs publics. Elle débute à Nanterre dès le début des années 1960, tant pour résorber cet habitat insalubre que pour libérer les terrains en vue de futures constructions. Il est alors proposé aux célibataires de loger dans des foyers-logements, et aux familles dans des cités de transit, forme d'habitat ayant pour but d'apprendre aux populations à « s'accommoder » aux appartements modernes avant un relogement en HLM.



▲ La cité de transit Gutenberg dite « cité blanche ». 1977.
15Fi/NAN_17

© Archives départementales des Hauts-de-Seine

▼ Jardins et pavillons à Nanterre. 1953. / 2669W3

© Archives départementales des Hauts-de-Seine

◀ Le bidonville de la rue de la Garenne. 1961.
20fi1/NAN_30

© Archives départementales des Hauts-de-Seine

En 1970, 620 familles vivent encore dans les baraques de Nanterre réparties en une dizaine de bidonvilles. À La Folie les familles sont là en moyenne depuis sept ans.

Le 10 juillet 1970 la loi Vivien « tendant à supprimer l'habitat insalubre » est votée. Les derniers bidonvilles de Nanterre sont détruits au début de l'été 1971, et la plupart des familles relogées en cité de transit.

L'objectif de relogement en HLM, théoriquement dans un délai de l'ordre de deux ans, n'a été réalisé qu'exceptionnellement. Dans les années 1970, 4 500 personnes vivent ainsi dans les cités de transit, dont la dernière de Nanterre disparaît en 1985.



LES CITÉS MARCELIN-BERTHELOT ET PROVINCES-FRANÇAISES

Sous l'égide du ministère de la Reconstruction, l'État lance dès le début des années 1950 des opérations de construction de logements, dont le programme des 4 000 logements en région parisienne. À Nanterre, les architectes Camelot, Zehrfuss et de Mailly, déjà en charge de la conception du quartier d'affaires de La Défense et du CNIT, sont désignés pour mener ce projet. Entre 1956 et 1958, sortent ainsi de terre les cités Provinces-Françaises et Marcelin-Berthelot. Ces cités bénéficient d'un système novateur de préfabrication et proposent le confort moderne : eau courante, électricité, WC intérieur, salle de bain. Néanmoins, elles sont à l'origine très isolées et ne bénéficient pas de services de proximité.

Ces deux réalisations, ainsi que la cité Anatole-France (1955-1960, architecte Zehrfuss), préfigurent la zone B2.



Le percement de l'avenue Joliot-Curie, les cités Marcelin-Berthelot et Provinces-Françaises. 1957. / 40Fi
© Archives départementales des Hauts-de-Seine

LA CRÉATION DE LA ZONE B

Par décret du 20 octobre 1956, est adopté le « projet d'aménagement de la région parisienne concernant la région dite de La Défense ». Il faut attendre le début des années 1960 pour figer la définition de ce très vaste territoire, avec une zone A, futur quartier d'affaires installé sur Puteaux et Courbevoie, et une zone B installée sur la seule ville de Nanterre.

La zone B est tout d'abord marquée par des opérations indépendantes les unes des autres sans vision globale : constructions de logements, projet de musée du XX^e siècle puis de préfecture des Hauts-de-Seine, université. Un architecte, André Remondet, est alors chargé d'en élaborer un plan d'ensemble. Publié en 1967, le « plan Remondet » subdivise la zone B en trois secteurs. Les zones B2 et B3 sont assez entendues (une série de grands ensembles de logements pour le secteur B3, les cités Provinces-Françaises, Marcelin-Berthelot et Anatole-France, déjà édifiées, pour la zone B2), le secteur B1 est quant à lui beaucoup plus audacieux : il comprend la future autoroute A14, dominée par la Tour lumière cybernétique, le projet de musée du XX^e siècle et ses écoles d'arts. À côté, s'étend un vaste parc de 45 hectares, sur lequel donnent des immeubles cratères de 10 à 40 étages, situés sur une dalle prolongeant celle du quartier d'affaires. Enfin, s'élève une « forêt » d'une cinquantaine de tours de logements. Ce plan ne sera que partiellement mis en œuvre.

L'UNIVERSITÉ DE PARIS X

À la fin des années 1950, pour faire face à la hausse de la population étudiante, il est décidé d'implanter à Nanterre une antenne de la Sorbonne. Le site est prometteur, puisque situé dans le prolongement de la voie triomphale et de l'opération de création du quartier d'affaires de La Défense. Néanmoins, lors de son ouverture à l'automne 1964, le campus est relativement isolé, cerné par les infrastructures ferroviaires et routières.



L'université est marquée par les mouvements étudiants de 1968 : d'abord en mars, puis début mai, lorsque l'université est fermée après une manifestation. Le mouvement se déplace alors sur Paris.

En 1970, l'antenne de la Sorbonne prend son indépendance, et devient l'université de Paris X-Nanterre.

L'université de Paris X. 1977. / 15Fi/NAN_80
© Archives départementales des Hauts-de-Seine

RATHELOT, ZILINA ET ACCACIAS

La caserne des gardes républicains est initialement située à Courbevoie, en plein cœur du futur quartier d'affaires. L'EPAD, ayant besoin de ce terrain, et en accord avec le ministère des Armées, en décide le transfert à Nanterre. L'emplacement destiné à accueillir la nouvelle caserne permet la construction de quatre tours de 15 étages (architecte : Bernard Zehrfuss), ainsi que des bâtiments administratifs, un garage atelier, un groupe scolaire et un mess. Le personnel de la garde républicaine occupe ces nouveaux espaces à partir de 1971. L'urbanisation de la zone B3, à proximité du port, suit assez fidèlement le plan Remondet, avec des ensembles d'habitations et des équipements. Sont édifiés notamment une cité de transit, deux foyers Sonacotra, une résidence pour les personnes expropriées lors de la construction du quartier d'affaires, ainsi que deux ensembles de plus grandes ampleurs : six tours pour la cité Zilina (édifiées en 1970-1971) et huit tours pour la cité des Acacias (1971-1975).



Cité des Acacias et immeuble Exprodef. 1970. / 21Fi507
© Archives départementales des Hauts-de-Seine

DU MUSÉE DU XX^e SIÈCLE AU PARC ANDRÉ-MALRAUX

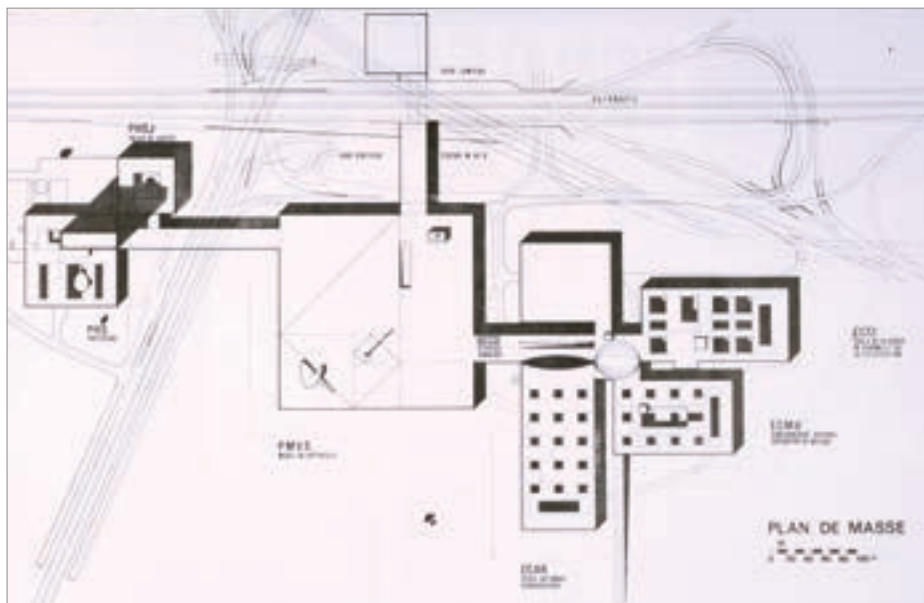
André Malraux, ministre des Affaires culturelles, projette dès le début des années 1960 de faire construire un musée dédié notamment à l'art contemporain. Situé sur la commune de Nanterre, le projet comprend cinq établissements : le musée du XX^e siècle, le Conservatoire national supérieur de musique, l'École nationale d'architecture, l'École du cinéma et de la télévision, et l'École des arts décoratifs. Pour mener à bien ce projet, André Malraux fait appel à l'architecte Edouard Le Corbusier. En 1964, la création du département des Hauts-de-Seine est l'occasion de compléter le projet culturel par les programmes de la préfecture des Hauts-de-Seine et de la cité administrative, ainsi que du palais de justice.

Le Corbusier meurt le 25 août 1965, André Malraux confie aussitôt l'ensemble du projet culturel et administratif à André Wogenscky, collaborateur de l'architecte.

En 1967, Wogenscky présente le projet, avec notamment un musée, destiné à accueillir aussi bien « du Picasso que des objets d'esthétique industrielle ». On accède à ce quadrilatère de 296 mètres de côté, par le toit, ce dernier constituant par la même occasion un mémorial à Le Corbusier.

Plan du musée du XX^e siècle, des écoles d'art et de la cité administrative. 1965. / 1213W605

© Archives départementales des Hauts-de-Seine



Le chantier de la préfecture des Hauts-de-Seine. 1971. / 36W226

© Archives départementales des Hauts-de-Seine

Néanmoins, en 1967, l'urgence est d'édifier la préfecture des Hauts-de-Seine, le nouveau Département entrant en exercice dès le 1^{er} janvier 1968. Le chantier de la préfecture débute en juillet 1967, mais les retards s'accumulent, et le bâtiment ne commence à sortir de terre qu'au début de l'année 1970. La préfecture et le centre administratif départemental sont inaugurés le 31 janvier 1973.

En 1970, le projet de musée du XX^e siècle est abandonné. De la vision initiale, ne subsiste que le parc André-Malraux, réalisé par Jacques Sgard.

Enfin, envisagée dès les premières études, une extension de la préfecture et du centre administratif départemental est lancée à la fin des années 1970. Conçue pour recevoir des services de l'État, cette extension devient, au jeu de la réforme de 1982 mettant en place la décentralisation, l'Hôtel du Département des Hauts-de-Seine.

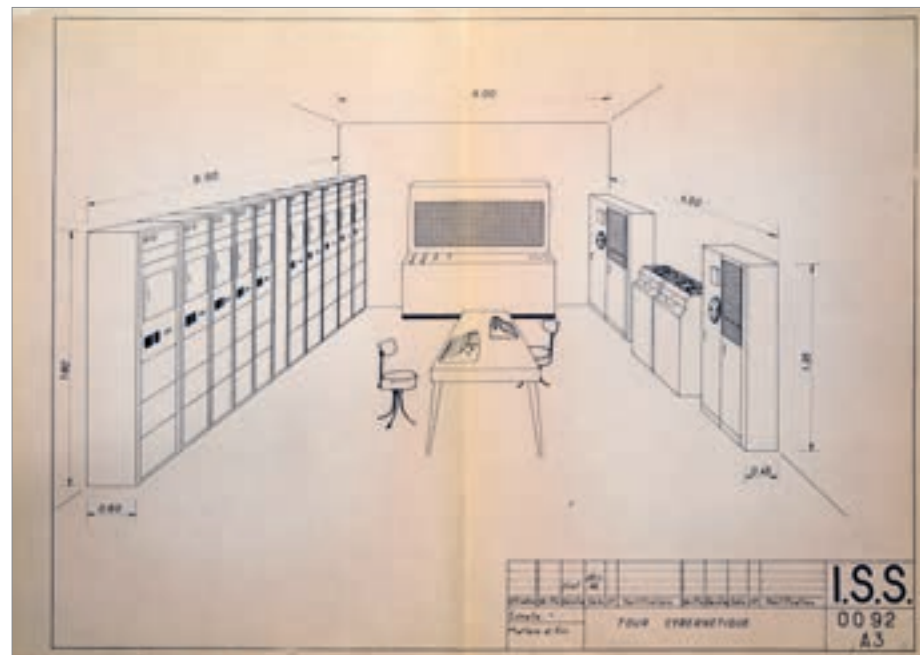
LA TOUR SCHÖFFER

Dès le début des années 1960, l'artiste et cybernéticien Nicolas Schöffer propose d'ériger à La Défense une « tour lumière cybernétique ».

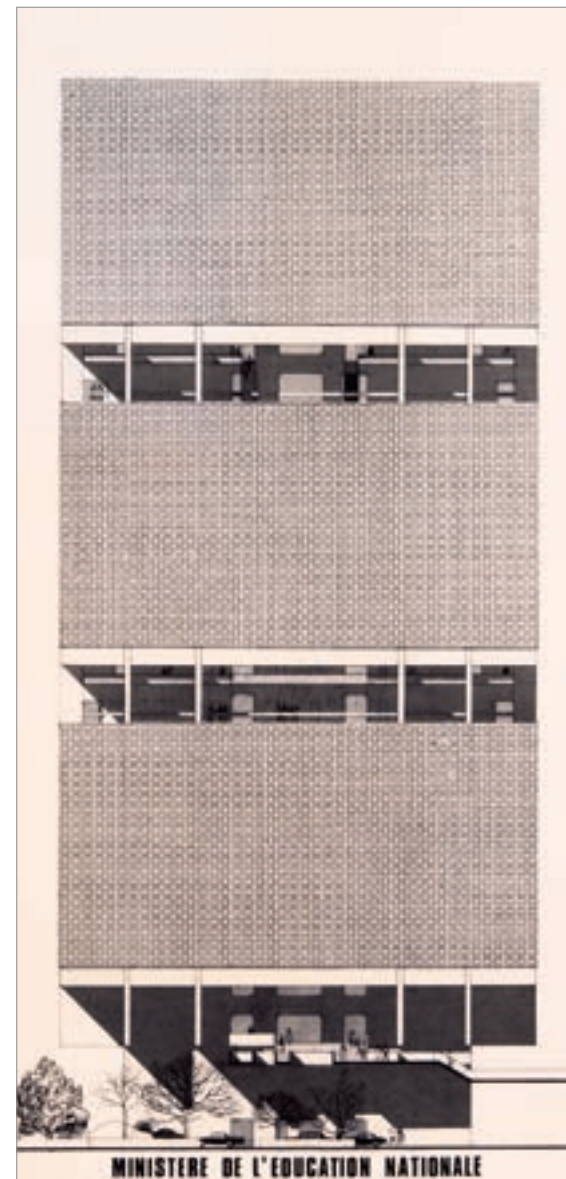
Son installation est prévue dans un premier temps au cœur du quartier d'affaires, puis son site définitif est déplacé dans la zone B, face à la future préfecture des Hauts-de-Seine.

Le projet consiste en une tour d'une hauteur de 350 mètres, envisagée comme le signal du nouveau centre urbain de la zone B, voire même de tout l'ouest parisien. Un ordinateur commande, en fonction d'informations reçues, les 3 226 projecteurs polychromes, les 2 000 flashes et les 330 miroirs tournants de la tour, celle-ci devenant alors « le tensiomètre, le baromètre, le thermomètre, l'oscillomètre, l'enregistreur permanent du pouls de la ville ». Équipée de sept plateformes, la tour est prévue également pour accueillir le public dans ses auditoriums et restaurants, ou dans son « club de jeunes » de la 3^e plateforme. Fortement soutenue par des personnalités politiques, comme André Malraux et Georges Pompidou, le projet n'est définitivement abandonné qu'au début des années 1980.

Plan de la salle de calcul de la Tour lumière cybernétique. Vers 1965. Archives Defacto
© Paris La Défense



LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE



Au début des années 1970, le ministre de l'Éducation nationale Olivier Guichard envisage d'implanter son ministère sur un nouveau site, à Nanterre, auprès du point M, qui promet d'être le prochain cœur de développement du quartier de La Défense. Le projet retenu en 1972 est celui des architectes Belmont, Prouvé et Swetchine. Ils imaginent un immeuble de 114 mètres de haut, comportant 29 étages. Le noyau central permet les circulations verticales, et propose des lieux d'exposition et de rencontre. Autour de ce noyau, sont disposés les bureaux en porte-à-faux. L'ensemble de l'immeuble est recouvert d'une enveloppe en métal inoxydable de teinte naturelle.

En avril 1973, à l'occasion d'un remaniement ministériel, Joseph Fontanet succédant à Olivier Guichard, le projet, pourtant bien avancé, est abandonné.

Plan du projet de ministère de l'Éducation nationale à Nanterre. 1972. Archives d'architecture du XX^e siècle Archives Belmont © SIAF/Cité de l'architecture et du Patrimoine / Archives d'architecture du XX^e siècle

LA ZAC B1

Le secteur B1 est au centre des attentions à partir du début des années 1970. En effet, il convient d'aménager le point M, nœud central des projets d'aménagement. Or, ce point M doit être constitué par l'ensemble architectural composé par la station du RER, le musée du XX^e siècle et la préfecture des Hauts-de-Seine. De par le transfert du musée à Paris, tout l'aménagement de la zone B1 et du point M est à revoir. Le plan Remondet est donc abandonné, sauf pour la partie sud (Champs-aux-Melles et Fontenelles). À la place, les membres de « l'atelier zone B », dont les architectes Jacques Kalisz, Adrien Fainsilber et Claude Schmidlin, imaginent un « axe urbain » de 700 mètres de long, partant de la préfecture et passant par la station de RER du point M. Au nord de cet axe, et face à l'autoroute A14, sont installés des bureaux (dont le projet de ministère de l'Éducation nationale) tandis que sa partie sud comporte des immeubles d'habitation, conçus par Kalisz. Ce dernier imagine des immeubles en forme de croix, dont la branche la plus longue pénètre dans un vaste parc. Des équipements culturels ou éducatifs sont prévus : école d'architecture, écoles primaires et collèges. De l'autre côté du parc, dans le secteur B1 sud, Émile Aillaud propose une forêt de tours, aux façades ondulées et colorées par Fabio Rieti.

Érigée en ZAC en 1972, la concrétisation de la zone B1 est effective à partir du milieu des années 1970, et prend le visage que nous connaissons toujours aujourd'hui.

Vue aérienne de la ZAC B1 en chantier. Fin des années 1970. Archives d'architecture du XX^e siècle / Archives Kalisz
© SIAF/Cité de l'architecture et du Patrimoine/Archives d'architecture du XX^e siècle



Les tours Aillaud et le parc André-Malraux sous la neige. Années 1990.

© Archives départementales des Hauts-de-Seine

Les immeubles Kalisz et Aillaud

Les deux architectes veulent rompre avec les principes des barres monolithiques et standardisées. Jacques Kalisz, avec ses immeubles cruciformes au nom de code MH (certains disent immeubles sphinx), conçoit des structures « proliférantes et multisurfaces », vues comme des « unités organiques urbaines » en lien direct avec le parc qui les entoure. Ces immeubles, dénommés Central Park, Le Vallona, le Liberté, MH4 et MH7, proposent des logements aussi bien de type HLM que des appartements en location dans le parc privé.

De son côté, Émile Aillaud propose des tiges verticales, des « tours nuages ». Dans son projet initial, l'architecte imagine 20 tours de 100 mètres de haut, l'objectif étant de laisser le sol le plus libre possible. Le décor des tours est différent pour chacune d'entre elles, ceci afin de rompre avec leur monumentalité. Autre spécificité, les fenêtres (« baies » dans les propos de l'architecte) sont de forme souvent arrondies, sans montant central, ceci afin que les habitants puissent bénéficier de vues « mises en pages » dans des formes élaborées. Finalement, 18 tours sont construites, dont deux seulement atteignent 100 mètres. Elles constituent l'actuelle cité Pablo-Picasso.

Archives départementales des Hauts-de-Seine



137, avenue Joliot-Curie, 92000 Nanterre
(entrée allée des Bizis)

Renseignements : 01 41 37 11 02

archivesdepartementales@hauts-de-seine.fr

archives.hauts-de-seine.fr

[@ADhautsdeSeine](https://twitter.com/ADhautsdeSeine)

[f/Archives.hautsdeSeine](https://www.facebook.com/Archives.hautsdeSeine)

Contact pour les personnes en situation de handicap

01 41 37 13 08

Horaires d'ouverture

Exposition : du lundi au vendredi de 9h à 18h

Salle de lecture : le lundi de 13h à 17h,

du mardi au jeudi de 9h à 17h, le vendredi de 9h à 13h

www.hauts-de-seine.fr

2-16 bd Soufflot - 92015 Nanterre cedex - Tél. : 01 47 29 30 31

